

CFTC CGT FSU Solidaires UNSA

Le ministère de la culture n'est pas un hochet

Près de quatre ans après l'accession au pouvoir de François Hollande, nous avons assisté le 11 février 2016 à un énième remaniement ministériel animé par de bas calculs politiques et électoralistes. La démocratie et nos institutions sortent un peu plus abîmées de ce nouvel épisode pathétique.

Ces manœuvres d'approche de la présidentielle de 2017 sont à des années-lumière des besoins d'un pays en crise, des préoccupations de nos concitoyens et de la souffrance des salariés et des millions de privés d'emploi.

En quatre ans, le ministère de la culture aura donc connu trois ministres. Au-delà des tristes conditions dans lesquelles Fleur Pellerin aura été évincée, en plein examen par le Sénat de la loi LCAP (loi relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine), nous ne pouvons pas admettre que notre ministère et la culture soient traités de la sorte. Ces méthodes en disent long, beaucoup trop, sur la considération du Président de la République et de son Premier ministre pour les politiques culturelles, pour le service public de la culture et pour ses agents.

Il est peu de dire que nous sommes inquiets quant à la situation du ministère de la culture : un ministère méprisé, considérablement affaibli par des choix politiques irresponsables et qui n'en peut plus des mauvais coups qui lui sont portés depuis une dizaine d'années.

Mais que le message adressé à Madame Azoulay soit bien clair : sa nomination survenant en plein milieu de l'examen du projet de loi LCAP, dans le contexte du gigantesque bazar provoqué par la réforme territoriale et à un an de l'échéance présidentielle, il n'y aura pas de temps pour une période d'essai ou un quelconque round d'observation.

Les personnels, qui se battent tous les jours dans ce climat hostile pour porter haut les couleurs du service public et sans lesquels l'espérance d'une démocratie culturelle se serait éteinte depuis longtemps, ne peuvent plus attendre. Avec eux, à leurs côtés, les organisations syndicales du ministère qui savent toujours se retrouver et faire force d'unité dans les moments difficiles vont relever ce nouveau défi.

Notre combat pour le ministère de la culture, pour la reconnaissance du travail et de l'engagement de ses agents, continue. Notre combat pour l'essor d'une démocratie culturelle n'est pas soluble dans la médiocrité des manœuvres politiciennes. Nous sommes là et nous ne lâcherons rien.

Paris, le 16 février 2016